



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Niort, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAXAM FRANCE

FORET D' AUTUN
79390 Thénézay

Références : -
Code AIOT : 0007201681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement MAXAM FRANCE implanté FORET D' AUTUN 79390 Thénézay. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre de l'action nationale liée à la mise en œuvre des mesures de prévention associées aux zones dans lesquelles peuvent se former des atmosphères explosives (zones ATEX). Elle a également porté sur le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 janvier 2026 relatif à la localisation du stockage de palettes bois de la zone de fabrication.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAXAM FRANCE
- FORET D' AUTUN 79390 Thénézay
- Code AIOT : 0007201681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Maxam France exploite sur les communes de la Ferrière-en-Parthenay et Thénézay (79) un atelier de fabrication d'explosifs, un atelier de préparation des unités mobiles de fabrication d'explosifs (UMFE) et plusieurs dépôts de stockage de détonateurs et d'explosifs à usage civil pour les carrières. L'installation, classée Seveso seuil haut, est autorisée par arrêté préfectoral n° 5524 du 18 décembre 2014.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Stockages de palettes extérieur	AP de Mise en Demeure du 29/01/2026, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les atmosphères explosives, l'inspection a relevé plusieurs éléments indiquant que le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'était *a priori* pas finalisé. Le document fait par ailleurs état de plusieurs non conformités, dont plusieurs portant sur l'adéquation de l'ensemble des matériels électriques et non électriques de l'atelier de fabrication d'explosifs aux zones ATEX dans lesquelles ils sont installés. Un arrêté de mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux matériels utilisables en atmosphères explosibles est proposé à M. le Préfet des Deux-Sèvres.

Concernant la localisation du stockage de palettes bois de la zone de fabrication, les constats de l'inspection ont permis de lever la mise en demeure du 29 janvier 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Localisation des risques</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 10 mars 2026 le « Projet de D.R.P.E » référence CB797711/ATEX/BC/24854574 V0, diffusé le 23 janvier 2025 et mis à jour le 3 mars 2026.</p> <p>L'inspection a relevé que plusieurs éléments indiquant que ce document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'était <i>a priori</i> pas finalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs des éléments complémentaires listés dans le chapitre 1. <i>introduction</i> restent à réaliser (adéquation câbles électriques, mesures d'impédances...); - l'observation IDEN22.1 identifiée dans le chapitre 2. <i>Produits / substances susceptibles d'entraîner un risque d'explosion</i> n'est pas reprise dans le clausier en annexe 6 ; - les documents listés dans le chapitre 4. <i>Bilan des procédures</i> et consignes sont des procédures

type qui n'ont pas été élaborées par l'exploitant ;

- le chapitre 5. *Conclusions* renvoie aux observations de l'annexe 5 (« A ces observations il y a lieu d'ajouter celles de l'annexe 5 [...]. Ensuite il sera nécessaire de les valider et d'établir le DRPE pour assurer la maîtrise complète des risques d'explosion en intégrant tous les critères et cela conformément à la réglementation. ») ;

- l'observation relative aux presses étoupes ATEX en annexe 6 est incomplète / illisible...

Le chapitre 5. *Conclusions* fait par ailleurs état de 9 non conformités et de 5 points restants à vérifier répartis par typologie (mécanique, électrique, équipement, liaison équipotentielle). L'exploitant a indiqué avoir traité les observations suivantes :

- Circuit aluminium trémie d'alimentation – Détecteur de niveau : l'exploitant a indiqué que l'ensemble des capteurs utilisés étaient identiques, et que celui de la trémie d'aluminium a été remplacé le 6 mars 2026. La déclaration de conformité présentée justifie que le matériel, du groupe IIIC (poussières conductrices) et installée en zone Z21, est adapté pour une zone Z20.
- Circuit aluminium – Gaine souples et manches filtrantes : l'exploitant a indiqué avoir remplacé les manchettes en septembre 2025 (aucun justificatif du caractère antistatique présenté) et procéder depuis au contrôle trimestriel de leur état. L'inspection a pu constater que les deux dernières vérifications, en date du 21 octobre 2025 et du 5 janvier 2026, étaient tracées dans le tableur utilisé pour le suivi.
- Réaliser une thermographie infrarouge des équipements électriques et mécaniques de l'atelier [...] : l'exploitant a indiqué qu'un contrôle a été réalisé en juin 2025 par un prestataire extérieur sous la supervision de l'ancien responsable maintenance qui a participé à l'élaboration du DRPCE, et que les mesures n'ont pas montré d'échauffement notable.
- Définir une procédure d'achat et de réception du matériel ATEX en zone à partir de votre DRPE : l'exploitant a présenté la procédure en cours de déploiement référence SOP.05.01.02 en date du 10 mars 2026.
- Assurer la formation ATEX adaptée du personnel de production et de maintenance : l'exploitant a présenté la feuille d'émargement à la réunion du 10 mars 2026 dont l'objet était le risque ATEX à l'atelier de fabrication (participants listés en annexe confidentielle). En complément de la formation de base au risque d'explosion liée à la typologie de l'installation, l'exploitant a indiqué que la formation dédiée au risque ATEX des autres personnels susceptibles d'être concernés était prévue en avril 2026.

L'exploitant a indiqué avoir intégré les autres observations à son plan d'actions global.

L'adéquation de l'ensemble des matériels électriques et non électriques aux zones ATEX dans lesquelles ils sont installés est détaillée au point de contrôle n° 5.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant finalise le DRPCE et met en œuvre l'ensemble des actions correctives nécessaires pour assurer la maîtrise complète des risques d'explosion au sein de l'atelier de fabrication d'explosifs. L'ensemble des justificatifs (effectivité des liaisons équipotentielles, caractéristiques des équipements, procédures...) doit être tenu à la disposition de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : Documents de l'installation L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques [...].
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de zonage ATEX de l'atelier de fabrication d'explosifs (chapitre 2. <i>Produits / substances susceptibles d'entraîner un risque d'explosion</i> du DRPCE).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Lors de la visite terrain, et conformément au DRPCE, l'inspection a constaté l'affichage des pictogrammes suivantes : - triangle « EX » sur les trémies de poudre d'aluminium ; - interdiction de fumer et d'utiliser le téléphone portable à l'entrée de l'atelier. Le responsable maintenance, ainsi que le technicien présent, ont par ailleurs été en mesure d'indiquer l'étendue approximative des zones ATEX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de la finalisation du DRPCE (cf. point de contrôle n° 1), l'exploitant étudie l'opportunité de compléter la matérialisation des zones ATEX et l'affichage des consignes à observer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Ventilation des locaux Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Conformément au DRPCE, de sorte à ce que le volume soit largement et naturellement ventilé sur l'extérieur, l'exploitant a confirmé que les portes de l'atelier restaient ouvertes lors des opérations de fabrication.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / zonage
Prescription contrôlée : Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Dans le cadre de l'examen de l'adéquation des matériels électriques et non électriques installés dans les zones ATEX, le DRPCE fait état de plusieurs observations : - MARQ1.2 : <i>matériel inadapté à la zone dans laquelle il est utilisé (matériel « G » au lieu de « D ») [...].</i> - LIAI115 : <i>liaisons équipotentielles multiples en un seul point [...].</i> - MARQ6 : <i>plaque signalétique absente [...] il est envisageable qu'une « analyse d'aptitude à l'usage » soit réalisée permettant, malgré l'absence de plaque signalétique, de considérer que ce matériel puisse être utilisé en toute sécurité. L'analyse doit permettre, in fine, de définir s'il est nécessaire ou pas de remplacer ce matériel.</i> - MATE10 : <i>matériel inaccessible [...].</i> Ces observations visent notamment plusieurs équipements du circuit aluminium : vis sans fin, moteurs, réducteurs, boîte de jonction... Pour plusieurs d'entre eux il est indiqué de « prévoir un matériel adapté » « dans le cadre de son remplacement » sans pour autant que leur utilisation soit explicitement validée. Concernant les observations relatives aux détecteurs de niveau ainsi qu'aux gaines souples et manches filtrantes, se référer par ailleurs au point de contrôle n° 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifie l'adéquation de l'ensemble des matériels électriques et non électriques de l'atelier de fabrication d'explosifs aux zones ATEX dans lesquelles ils sont installés ou il procède à leur remplacement par du matériel adapté. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à M. le Préfet des Deux-Sèvres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des installations électriques référencé 7836736/1.24.1.P en date du 14 novembre 2025, ainsi que le compte rendu de vérification périodique Q18 en date du 7 novembre 2025 correspondant. Dans ce dernier, l'organisme de vérification Bureau Veritas exploitation SAS déclare que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosions. L'exploitant a par ailleurs indiqué que les observations émises dans le rapport de vérification avaient été traitées en décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockages de palettes extérieur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2026, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/11/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/02/2026

Prescription contrôlée :

L'exploitant se met en conformité avec la prescription suivante de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 :

- article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 – au plus tard le 20 février 2026, en relocalisant son stockage de palettes bois de la zone de fabrication tel que prévu dans l'étude de dangers. [...]

Constats :

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les palettes bois de la zone de fabrication était dorénavant stockées à l'endroit prévu dans l'étude de dangers. Un marquage au sol délimite l'emprise de la zone concernée (6 x 8 m). Les disposition de l'arrêté de mise en demeure de du 26 janvier 2026 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure